

Bienvenue en 2014!

Regards sur une année qui s'annonce décisive



Par Jean-François
Fiorina

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

Au Moyen-Orient, Barack Obama a fixé ses priorités : un accord de paix israélo-palestinien, un accord sur le nucléaire iranien et une solution négociée pour sortir du conflit syrien. Les renversements d'alliance sont d'ores et déjà engagés...

"*Quel monde en 2014 ?*" C'est la question que se pose, parmi beaucoup d'autres, la revue *Alternatives internationales*. Une question délicate, tant "*le monde sans tête*" que semble déplorer dans son éditorial Christian Lequesne, directeur de recherche au Céri - Sciences Po, est riche de bien des possibles. Il n'est certes pas fatalement plus dangereux qu'il y a quelques années ou quelques décennies. Mais il est bien plus complexe et instable qu'à l'époque de la Guerre froide, par exemple, ou même de la décennie de *Pax americana* qui a marqué la fin du XX^e siècle. Nul ne sait bien sûr ce qu'il adviendra de cette nouvelle année de mutations profondes au sein de "*l'ordre*" international. Mais si l'analyse géopolitique n'est pas un art de prédiction, au moins incite-t-elle à porter son regard sur les principaux théâtres où se jouent ces mutations. Ainsi qu'à disposer des principaux éléments d'analyse et de compréhension lorsque la "*surprise stratégique*" se produira.

Les principaux "points chauds" de la planète

Si l'on en croit *Les Échos*, partenaires de la *World Policy Conference*, huit questions géopolitiques devraient rythmer 2014. L'Afrique tout d'abord. "*Après avoir été un enjeu de la rivalité Est-Ouest et la chasse gardée des anciennes puissances coloniales, l'Afrique est désormais la proie des Émergents*" (cf. note CLES n°102, 28/03/2013). Saura-t-elle sortir du chaos et notamment consolider l'affirmation d'une classe moyenne forte de quelques 150 millions de personnes? Les succès inégaux de la France au Mali et en Centrafrique ne poussent pas à l'optimisme béat. Aux côtés de régions en croissance, de nombreux pays sont le théâtre de crises politiques, sécuritaires et/ou sociales majeures: Zimbabwe, Somalie, République démocratique du Congo, Soudan et Soudan du Sud, Guinée et Guinée-Bissau, Nigéria...

La deuxième grande zone à surveiller reste le Moyen-Orient, où la nouvelle politique américaine est à l'épreuve. Barack Obama a fixé ses priorités: "*un accord de paix israélo-palestinien, un accord sur le nucléaire iranien et une solution négociée pour sortir du conflit syrien*". Les renversements d'alliance sont d'ores et déjà engagés, Washington se désolidarisant de plus en plus fréquemment de Tel-Aviv, quand Paris se rapproche des anciennes chasses gardées anglo-saxonnes constituées des pétromonarchies sunnites du Golfe. Dans ce type de configuration, où les cartes diplomatiques sont rebattues, la nervosité des acteurs s'accroît. Le dossier-clé est celui de la "*réconciliation entre l'Iran et les États-Unis*", visiblement souhaité par le président américain et prévu depuis longtemps déjà par un observateur comme Ardavan Amir-Aslani (*Iran - États-Unis, Les amis de demain ou l'après Ahmadinejad*,

Le dossier ouvert par les révélations d'Edward Snowden sur l'étendue de la cybersurveillance des États-Unis est loin d'être clos. L'équilibre à rechercher entre la sécurité des États et la préservation des libertés civiques reste un dossier-clé des mois et années à venir.

La crise de l'euro reste pour une grande part devant nous. Dans un récent article pour le Diploweb, les économistes Frédéric Lecoœur et Philippe Condé posent brutalement la question d'une possibilité de "divorce institutionnel" au sein de l'UE pour sauver l'euro.

Pierre-Guillaume de Roux, 2013). Tandis que les crises politiques en Egypte, en Tunisie et désormais en Turquie, avec les difficultés de l'AKP, pourtant considéré comme un modèle pour les "printemps arabes", posent la question des modalités d'organisation d'un islam politique. De nouvelles tensions sont à prévoir dans les pays concernés, notamment en Égypte, en Libye et en Algérie avec l'élection présidentielle prévue cette année - même si bien sûr "la lutte ancestrale entre laïcité et islamisme pour le pouvoir ne s'achèvera pas en 2014".

Un cinquième sujet concerne la gouvernance de l'Internet mondial. "Les révélations d'Edward Snowden sur l'étendue de la cybersurveillance des États-Unis ont provoqué une indignation générale", voire de fortes crispations diplomatiques, notamment avec le Brésil. Les nombreuses questions que posent les moyens et les modalités de surveillance électronique des États "ne concernent par les seuls Américains, loin s'en faut. Elles renvoient au souci d'équilibre entre nécessaire action clandestine et préservation des libertés civiques – et en particulier de la vie privée" (note CLES n°118, 28/11/2013). La volonté du ministre de l'Intérieur français de contrôler des contenus mis en ligne sur des sites de partage comme YouTube, comme celle du gouvernement britannique de s'arroger un droit de censure pour protéger les populations des "contenus dangereux ou immoraux", confirment que ce sujet est loin d'être clos.

"La Russie est-elle encore une menace?", s'interroge encore *Les Échos*, en adoptant volontairement le point de vue "occidental". Quand l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine n'y décèle plus qu'"un pouvoir de nuisance périphérique et résiduel", l'intense activité et les succès diplomatiques du Kremlin en 2013 attestent de la "confirmation du retour de la Russie" sur la scène internationale (note CLES n°121, 19/12/2013). S'il réussit l'organisation des JO d'hiver à Sotchi, Vladimir Poutine pourra sans doute continuer à pousser ses pions en 2014. D'autant plus que le déplacement du centre de gravité mondial vers l'Asie joue en sa faveur. En Chine, justement, "la croissance moins dynamique que par le passé ravive les tensions sociales et avec elles les fractures à l'intérieur de la société". Ce qui explique sans doute pour parties les provocations militaires de Pékin en mer de Chine, au risque de susciter une brusque réaction sud-coréenne et surtout japonaise - donc américaine.

Quelle réaction européenne face au "bascullement du monde"?

Plus près de nous, l'agenda 2014 sera marqué par la question européenne, également signalée par *Les Échos*. Les observateurs politiques prédisent une forte poussée des mouvements populistes et eurosceptiques à l'occasion des élections au Parlement, organisées au mois de mai dans tous les pays membres. Même si cela reste bien sûr à confirmer, il s'agirait d'un signal de défiance manifeste adressé aux institutions européennes, mais aussi à chacun des gouvernements de l'Union, considérés comme incapables de redonner du sens à la construction européenne. Les critiques contre la politique monétaire de la BCE, voire contre l'euro, montent d'ores et déjà en puissance. Dans un récent article pour le *Diploweb* (27/12/2013), les économistes Frédéric Lecoœur et Philippe Condé posent brutalement la question d'une possibilité de "divorce institutionnel" au sein de l'UE, toujours davantage tiraillée entre élargissement et approfondissement. D'un côté, le projet initial de marché commun, auquel reste attaché en particulier le Royaume-Uni, qui "cherche un équilibre entre une union économique intérieure et une zone de libre-échange extérieure, [mais] qui n'a pas a priori vocation à s'inscrire dans des frontières données". De l'autre, celui de la zone euro, pour sa part destinée à s'élargir à la quasi-intégralité de l'UE, voire au-delà, sachant qu'"agrandir la zone euro la fragilise" et qu'elle "a besoin de mécanismes de régulation interne pour supporter les effets centripètes de l'intégration et pour contrebalancer les déséquilibres induits". Lequel finira par s'imposer? Quels chocs à venir pourra encore supporter cette seconde option, sachant que "sans projet politique, la zone euro est instable"?

"Europe à deux vitesses, Europe à deux projets, peut-être, mais sans doute Europe à mille projets et mille idéaux, ce qui est, en soi, un problème politique important". Sauf accident économique majeur, l'année 2014 ne verra sans doute pas trancher le nœud gordien du projet européen. Mais sans doute pourra-t-elle s'avérer utile en permettant

d'éclaircir les termes du débat. Sachant qu'il n'est certes pas de solution politique durable sans adhésion des peuples, mais aussi qu'il y a urgence: le monde ne nous attend pas. En atteste le basculement économique désormais avéré vers la zone Asie-Pacifique, qu'un traité de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TTIP) ne suffira pas à contrebalancer.

Une situation économique toujours aussi incertaine

La mondialisation économique a sans doute atteint sa phase de maturité. C'est-à-dire qu'elle apparaît aujourd'hui pour ce qu'elle est. Et notamment qu'elle n'unifie pas le monde, mais le morcelle. Qu'elle dynamise certains territoires mais en fragmente et en affaiblit d'autres, comme le souligne Pierre Noël Giraud, professeur d'économie à l'Ecole des Mines, dans les *Grands Dossiers des Sciences Humaines*. Ainsi de la crise financière et de celle de la dette, qui ont mis à rude épreuve le secteur bancaire en Europe, nécessitant de vastes recapitalisations en Irlande, Grèce, Chypre ou Espagne. Dans une récente tribune (09/01/2014), la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, parle d'"incertitude" à propos de la santé des banques européennes, qui doivent subir cette année de nouveaux tests de résistance par la BCE. Mais l'incertitude concerne en fait l'ensemble de l'économie des pays du Continent. Et plus encore de la France. Alors que certains signes d'amélioration économique sont visibles, l'Europe continuera-t-elle à enregistrer une croissance nulle ou molle dans un monde renouant avec le dynamisme. Et notre pays à "décrocher" de ses principaux voisins - Allemagne et Royaume-Uni en tête (même si tous les experts ne sont pas pessimistes)? "*La France est dans une zone dangereuse en raison de la taille de sa dette publique et les efforts entrepris ces dernières années ne lui ont pas permis d'en sortir*", estime pour sa part le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud (09/01/2014). En rappelant que la dette publique a progressé de 220 milliards d'euros entre la fin de 2010 et la fin de 2013, pour s'établir aujourd'hui à 1 900 milliards d'euros, la Cour estime qu'elle représentera 95 % du PIB en 2014. Un constat jugé "*décevant et préoccupant*", surtout lorsque l'on sait qu'un État endetté voit souvent sa puissance s'affaïsser. Au point que le président Migaud attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'agir rapidement: "*Ce qui n'a pas été fait en 2011, 2012 et 2013, c'est autant de chemin supplémentaire à parcourir pour les années à venir. Et cette partie du chemin à parcourir ne sera pas la moins exigeante, tout au contraire.*"

La situation économique et financière illustre bien l'influence de ces "*constantes et changements*" dans l'évolution de toute situation. Malgré "*les inerties physiques et humaines qui affectent le comportement interne et externe des États*" (Olivier Zajec), la géopolitique nous incite à considérer l'histoire comme toujours ouverte - un espace où l'imprévu peut surgir brusquement, à tout moment. Y compris en France, ce "*vieux pays*" décrit par le général de Gaulle comme "*recluse d'épreuves, [mais] jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance*". Bonne année aux lecteurs et lectrices des notes CLES! ■

Pour aller plus loin: "*Quel monde en 2014?*", Hors-série *Alternatives internationales* n°14, janvier 2014, 146 p., 9,50 €; "*Les 8 questions qui vont rythmer 2014*", *Les Échos*, 12/12/2013; "*Vers un nouveau monde*", *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines* n°33, décembre 2013 / janvier-février 2014, 82 p., 7,50 €.

EXTRAIT :

Sur l'importance structurante des États: "*Au-delà du marché et du commerce, force est de reconnaître que l'organisation du monde restera en 2014 très nationale. La fin de la Guerre froide a même redonné du crédit à l'Etat-nation suite à la dislocation d'empires ou de fédérations créés par le monde d'avant (Union soviétique, Yougoslavie). Elle a renforcé, dans une division du monde qui n'est plus le monopole de l'Occident, une foule de grands États: Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud mais aussi Turquie, Indonésie et Nigéria.*" (Christian Lequesne, directeur de recherche au Céri - Sciences Po Paris, "*Un monde sans tête*" in *Alternatives internationales*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>